LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

LA RÉGLEMENTATION DE L'HALLUCINOGENÈNE
«LSD»

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Je ne sais pas si je devrais poser ma question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social ou au ministre de la Justice. Celui qui estime avoir juridiction, quant à la question que je vais soulever, pourrait peut-être y répondre.

Ma question se fonde sur un article paru ce matin dans le *Globe and Mail* au sujet de ce que l'on croit être la première arrestation donnant lieu à la mise en accusation d'une personne, qui aurait vendu l'hallucinogène connu sous le nom d'acide D-lysergique, dont la possession est illégale au Canada. L'arrestation a été faite à Vancouver.

Le ministre voudrait-il nous dire quelles sont les mesures prises en vue de découvrir les possesseurs de ce stupéfiant pour éviter qu'il fasse l'objet d'une plus grande diffusion et pour en empêcher le trafic?

L'hon. A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): C'est une question plutôt complexe, monsieur l'Orateur. De l'assentiment de la Chambre, j'aimerais faire une déclaration aujourd'hui ou au début de la semaine prochaine à ce propos.

Une voix: Maintenant.

M. Howard: Si je comprends bien, le ministre demande l'autorisation de revenir à l'appel des motions. Étant donné l'importance de cette question, j'en suis.

M. l'Orateur: Le ministre demande-t-il la permission de revenir à l'appel des motions?

L'hon. M. MacEachen: En réponse à la question de l'honorable député, j'aimerais faire une déclaration lundi.

LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

LA MAJORATION DE \$25 PAR MOIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eric A. Winkler (Grey-Bruce): Ma question s'adresse au ministre du Commerce. Par suite des récentes nouvelles touchant les régimes publics et privés de pensions, je me demande si le ministre n'interviendrait pas auprès du gouvernement pour le persuader d'augmenter de \$25 par mois les pensions de sécurité de la vieillesse.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

[L'hon. M¹¹ LaMarsh.]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA REVISION DU RAPPORT SUR LA
CRIMINALITÉ DES JEUNES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. S. J. Enns (Portage-Neepawa): Monsieur l'Orateur, la semaine dernière, j'ai posé une question au ministre de la Justice au sujet de la délinquance juvénile, et le ministre m'a rappelé que ce sujet relève du solliciteur général. On trouvera cette question à la page 4725 du Hansard.

J'y attire de nouveau l'attention du solliciteur général. Je demandais simplement où son ministère en est rendu dans l'étude du rapport sur la délinquance juvénile qui a été déposé à la Chambre il y a deux mois, et s'il a lui-même songé à déférer les recommandations les plus utiles au comité de la justice et des questions juridiques.

L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général): Une étude est présentement en cours au bureau du solliciteur général, mais il est évident, d'après les paragraphes 65 à 67 du rapport, que certaines questions constitutionnelles sont soulevées; c'est pourquoi un comité interministériel, composé de fonctionnaires du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, de celui de la Justice, de celui des Finances et du solliciteur général, a été mis sur pied.

L'HABITATION

LA DISPONIBILITÉ DE FONDS PAR
L'ENTREMISE DE LA SCHL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Reid Scott (Danforth): Puis-je poser une question au ministre du Travail en sa qualité de ministre responsable de la Société centrale d'hypothèques et de logement? Vu la crise qui s'aggrave dans la construction domiciliaire au Canada à cause de la pénurie de fonds hypothécaires—par exemple, dans la région de Toronto...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député sait qu'il ne peut pas ajouter de déclarations à ses questions, ce qu'il me paraît tenter de faire actuellement. Il devrait adresser sa question au ministre sans détour.

M. Scott (Danforth): J'allais justement le faire. Étant donné ce que j'ai indiqué dans mes propos liminaires, le ministre est-il prêt à reconsidérer sa position et à s'assurer que l'industrie de la construction pourra obtenir les fonds hypothécaires nécessaires?